

Le torchon brûle entre deux poids lourds de la presse burundaise

PANA, 07/08/2009 Bujumbura, Burundi - Une véritable guerre des ondes s'est installée ces derniers jours entre la Radio publique africaine (RPA, proche de l'opposition) et Rema FM (pro-gouvernementale), deux poids lourds de la presse parlée au Burundi, au sujet de rivalités professionnelles qui risquent de se terminer devant les tribunaux. Tout a commencé en début de semaine, lorsque Rema FM a révélé des preuves accusant la RPA d'avoir participé au montage visant à mouiller les services secrets du gouvernement dans le massacre, en 2006, dans le nord du pays, d'une trentaine de membres præsidents du Parti pour la Libération du Peuple hutu/Front national de Libération (PALIPEHUTU-FNL, ancienne rébellion).

Rema FM a mis principalement en cause, dans ce montage macabre, le journaliste vedette de la RPA, Eric Manirakiza qui, se sentant diffamé, a jugé bon de coller un procès en justice à Rema FM, une première entre confrères, dans les annales de la presse burundaise. Du côté de l'opinion, nombreux sont ceux qui croyaient le dossier définitivement "clos" depuis que la justice burundaise avait prononcé de lourdes peines d'emprisonnement contre une dizaine de præsidents auteurs du massacre, dont un ancien commandant de la région militaire de Muyinga, actuellement en fuite. Le præsident de l'Association burundaise des journalistes (ABJ), Alexandre Niyungeko, s'est interposé, vendredi, rappelant aux uns et aux autres l'obligation de "solidarité" et de "respect mutuel" qu'impose l'article 16 du code d'éthique et de déontologie journalistique au Burundi. "En cas de conflit entre confrères, le linge sale doit se laver en famille, à l'aide d'un simple dialogue de réponse", a sagement conseillé le præsident de l'ABJ, avant d'inciter les brebis galeuses à résoudre plutôt les questions essentielles qui intéressent le citoyen. L'actuel directeur général du groupe Rema FM, Louis Kamwenubusa, ancien journaliste à la RPA, avait quitté cette Radio, à l'époque des faits, suite à des conflits éditoriaux avec la rédaction en chef.